

, cli-  
eurs

t enlisés)  
age territo-  
cations ne  
perdre en  
s du bâti-  
effets de la  
rie agroali-  
se est cer-  
la baisse  
ournement  
.

e en hausse  
eurs

surendette-  
arbre qui  
mauvaises  
signes de  
rment. La  
qui s'appuie  
représentatif  
entreprises  
ent où 40 %  
rent moins  
ros de CA),  
e du climat  
à 2 points  
teurs sans  
prise est là



Partenaire, la Banque de France était présente ce mois aux Matinales, à Lorient, en présence d'une trentaine de chefs d'entreprise (lire aussi sur notre site web).

mais cette croissance est encore très modérée. La tendance est à la stabilité dans l'industrie, plus clairement à la hausse dans le tertiaire, en particulier dans les services marchands. La courbe repart également dans la construction. Le neuf est vraiment reparti et les prix immobiliers sont à la hausse avec une particularité à ce stade : les ménages capitalisent plutôt sur l'habitation principale en engageant des travaux d'extension ou en amé-

liorant les performances énergétiques de leur logement », note la directrice départementale de la Banque de France.

#### Zones commerciales : le frein du foncier

Après un cycle d'incertitude, le tourisme tire lui aussi son épingle du jeu. L'été a été globalement satisfaisant, loin de ce que l'île de France ou le Sud-Est ont connu, avec, probablement, une bonne surprise à venir cet automne : « On atten-

dait des mois de septembre et octobre mitigés, les prévisions devraient être revues à la hausse. »

Seul bémol, le commerce de détail demeure très fragile. La forte pression du foncier pèse sur les bilans des entreprises, en particulier dans les zones commerciales.

#### Alerte sur la pêche

Enfin, l'industrie agroalimentaire connaît des évolutions contrastées. Parmi les plus

de bons niveaux jusqu'en 2017-2018. » La réorganisation de la filière avicole se poursuit : « Les reconversions alternatives supposent des investissements mais permettent de restaurer les marges. » Quant à la filière dinde, elle reste engorgée. Autre signe qui ne trompe pas : les défaillances sur 12 mois (en l'occurrence de novembre à novembre, NDLR) sont en repli d'environ 4 % et les carnets de commande se regarnissent. « Nous n'observons pas d'effet Brexit sur l'économie morbihannaise. Seul le secteur de la pêche pourrait être clairement affecté en raison de la volonté des Britanniques de nationaliser les zones et d'isoler les pêcheurs français. »

Xavier Eveillé

\*La loi Lagarde se traduit par un effacement de dettes en moyenne 45.000 euros par dossier au terme d'une procédure complexe destinée, notamment, à s'assurer que le surendettement obéit à des conditions de réalité (pas d'intermédiation bancaire) et que l'on n'a pas essayé d'organiser son insolvabilité. La procédure dure 7 ans contre 8 ans auparavant.

ihian

ng pour  
De en  
eux).  
bre se  
de la  
âti après  
nt).

urs lots  
ales et  
« Les  
volonté

qui  
fibre.  
Le  
18 mais  
Fégeant,

## Économie. « On peut réussir dans des villes moyennes et être mondialisé »

● Economiste à l'Université de Bretagne Sud et à l'IUT de Vannes, Clément Marinos estime que l'axe Quimper-Vannes vaut bien une métropole.

Clément Marinos, vous venez d'éditer en novembre de nouveaux travaux de recherche sur la Bretagne Sud. Ce territoire constitue pour vous une réalité socio-économique forte. L'axe Quimper-Vannes c'est un million d'habitants...

« Oui, c'est un tiers de la population bretonne et une croissance démographique bien supérieure à la moyenne. On observe surtout qu'il n'y a pas de rupture dans les échanges entre Quimper, Lorient et Vannes. Le flux domicile-travail l'illustre. Il existe de fortes similitudes s'agissant du tissu économique : poids du naval, de la filière pêche, IAA, poids des services, tissu de TPE/PME, tourisme...

#### Est-ce un territoire vécu comme tel par les entrepreneurs ?

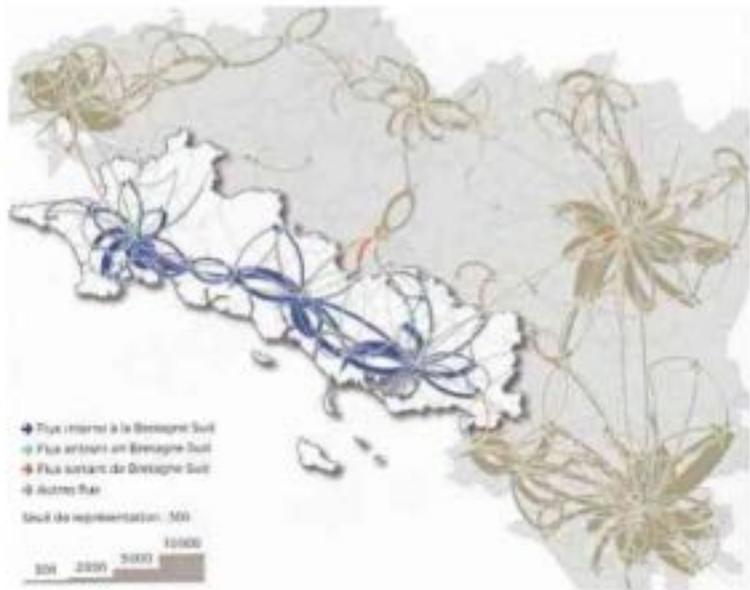
Pour ma thèse sur la Bretagne sud, j'ai interrogé 25 chefs d'entreprise, plutôt des pépites comme Armor Lux, Sigmaphi, Multiplast... Tous ont un sentiment d'appartenance très fort. Ils apprécient ce tissu à la fois dense et fluide, facile à vivre au quotidien. Pour eux, on peut réussir dans des villes moyennes et être mondialisé.

#### Quels freins perçoivent-ils ?

Très peu, en vérité ! D'ailleurs, la Bretagne sud est au-dessus de la moyenne bretonne en termes de brevets. Beaucoup attendent la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes avec impatience. Mais le plus souvent,



Clément Marinos, économiste à l'Université de Bretagne Sud et à l'IUT de Vannes, vient d'éditer en novembre de nouveaux travaux de recherche sur la Bretagne Sud, de la Cornouaille au pays vannetais.



le frein majeur c'est les RH. Il faut encore convaincre un cadre de venir s'installer hors des grandes métropoles. La beauté de la région, l'omniprésence de la mer sont de précieux atouts pour aider à les convaincre, mais les chefs d'entreprise perçoivent à l'instar des agences de développement (Vipe, Audelor, Cornouaille Développement) avec lesquelles j'ai travaillé, un effet de mode « métropolisation » terrible, comme s'il fallait absolument être dans les grandes métropoles aujourd'hui. Il faut démystifier l'idée que Vannes et Lorient ne seraient pas des métropoles et qu'il n'existerait qu'une seule voie pour réussir. Il faut faire comprendre qu'à

chaque territoire correspond son modèle et ne pas tomber dans le piège du copié-collé. Déconstruisons certaines idées reçues. Par exemple, l'effet de ruissellement des métropoles rennaises ou nantaises est théorique. Cela ne se vérifie pas ! Sur l'idée que le marché du travail serait trop étroit à Vannes, Lorient ou Quimper, il faut affirmer l'existence d'un continuum : un couple peut très aisément s'installer à mi chemin entre deux d'entre elles. C'est un faux problème.

#### Cela implique qu'il n'y ait plus de rivalités...

Demain, les agences de développement échangeront plus encore leurs contacts. Il existe des

leviers « hard » pour développer un territoire, comme la création d'une école supérieure ou de nouvelles infrastructures. Il existe aussi des leviers « soft ». Des initiatives comme l'aide à l'installation des conjoints développée sur le Morbihan en est une. Et elle est excellente. L'ambition de mon travail n'est pas d'être prescriptif. Il s'agit de rappeler qu'en économie, les territoires sont vécus. Il consiste aussi à mettre en garde : en favorisant les métropoles dans le discours commun, on envoie des signaux dangereux. On encre l'idée que c'est là qu'il faut être.

Propos recueillis par Xavier Eveillé